

CONSIGNE: « APRES AVOIR PRESENTE LE DOCUMENT, VOUS MONTREREZ CE QU'IL NOUS APPREND SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INTERCOMMUNALITE EN FRANCE ».

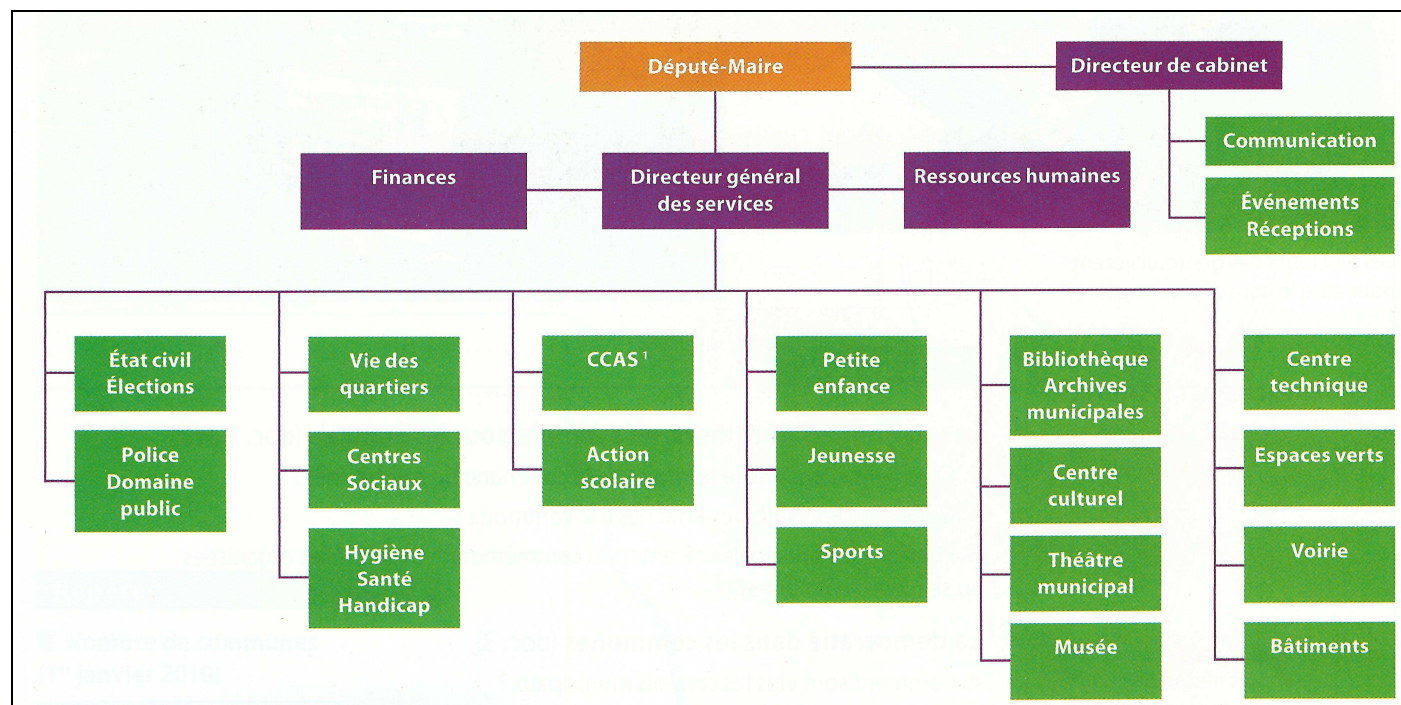
La coopération intercommunale est apparue voici plus de cent dix ans (loi du 22 mars 1890) avec la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique. Les lois du 6 février 1992 et du 12 juillet 1999 l'ont renforcée puis simplifiée. Enfin, certaines dispositions de la loi du 13 août 2004 visent à améliorer son fonctionnement.

L'intercommunalité permet aux communes de se regrouper au sein d'établissement public (EP), soit pour assurer certaines prestations (ramassage des ordures ménagères, assainissement, transports urbains...), soit pour élaborer de véritables projets de développement économique, d'aménagement ou d'urbanisme. Depuis la loi de 1999, les communes ne peuvent pas adhérer à plus d'un établissement de coopération intercommunale.

L'intercommunalité est un remède à l'émiettement communal et un instrument de l'organisation rationnelle des territoires. Cette richesse démocratique, fruit de l'histoire, a été sauvegardée car les élus locaux et les citoyens sont très attachés à l'identité communale. En l'absence de refonte de la carte territoriale, l'intercommunalité rassemble des moyens dispersés et structure des initiatives locales.

Réponse pragmatique aux problèmes de gestion que rencontre l'ensemble des élus municipaux, outil de l'aménagement du territoire au plan national, la coopération intercommunale prépare la France à l'insertion européenne et à l'accélération des échanges économiques et humains.

CONSIGNE: « APRES AVOIR PRESENTE LE DOCUMENT, VOUS METTREZ EN EVIDENCE CE QU'IL NOUS APPREND SUR LE ROLE DES COMMUNES EN FRANCE ».



Source : Manuel de 1^{ère}, Hachette, 2011